

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1927

Rapport de la Commission de l'Intérieur et de l'Hygiène, chargée de l'examen du Projet de Loi relatif aux receveurs, commis de carrière, employés, techniciens, agents de police et généralement à tous les préposés des communes et des administrations subordonnées.

(Voir les n^{os} 259 (session de 1921-1922) ; 434 (session de 1923-1924) ; 18, 22, 44, 66, 205 (session de 1924-1925) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances du 4 décembre 1924 et du 5 mars 1925; le n° 108 (session de 1924-1925) du Sénat).

Présents : MM. BERRYER, président; COOLS, LEKEU, LIGY, MAHIEU, MARTENS, MOUSTY, VERHEYDEN et CARPENTIER, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

La proposition de loi qui vous est soumise a été adoptée le 5 mars 1925 à la Chambre des Représentants par 146 voix et 3 abstentions. Si le Sénat n'a pas été saisi plus tôt de ce projet, c'est parce que M. le baron Rolin-Jacquemyns, ancien ministre de l'Intérieur, avait institué une commission pour l'étude du statut des fonctionnaires communaux, en vue d'éclairer le Gouvernement sur les divergences d'opinion qui s'étaient produites parmi les intéressés. Cette commission fut nommée par arrêté royal du 10 février 1926.

L'article 1^{er} de cet arrêté portait :

« Il est institué une commission de dix membres effectifs et de cinq membres à titre consultatif, pour l'étude des

questions relatives au Statut des fonctionnaires et agents communaux, et notamment à la fixation des traitements minima des intéressés. »

Votre Commission a jugé utile d'attendre le résultat des travaux de cette Commission, avant de statuer sur le projet de loi. En juin dernier, le rapport de cette Commission spéciale fut transmis à M. Jaspar, ministre de l'Intérieur. Celui-ci, absorbé par les travaux de la restauration monétaire, n'a pu nous le communiquer au cours de la dernière session.

* *

Le projet de loi a pour but d'assurer pour tous ceux qui en qualité d'employés, ouvriers ou agents de toute espèce, sont

attachés effectivement ou exclusivement aux administrations communales, le minimum de rémunération nécessaire pour subvenir aux besoins d'une vie décente et honorable. En outre elle donne à ces fonctionnaires de nouvelles garanties en ce qui concerne leur statut, notamment en élargissant certains principes consacrés par la loi de 1903 qui assure la stabilité des fonctions communales.

Le problème qui vous est soumis est surtout d'ordre financier; le côté administratif ne vise que des mesures de protection mettant les préposés communaux à l'abri de l'arbitraire des administrations dont ils relèvent.

Le projet a été introduit la première fois en janvier 1921 par M. le député Masson, puis repris le 24 mai 1922 par M. Pécher et contresigné par des membres appartenant à tous les partis politiques. Le projet Pécher fut remanié par la Section centrale de la Chambre en 1924; enfin, le Gouvernement présenta, en mars 1925, un nouveau projet qui fut adopté par la Chambre.

La proposition Pécher qui, en ses grandes lignes, était la reproduction du projet Masson, voulait « imposer aux » communes des règles strictes limitant « leurs pouvoirs en matière de fixation » de traitement pour tous les membres « du personnel communal. Elle remaniait d'abord la législation existante » relative à la rémunération des receveurs « communaux. Elle présentait des règles » relatives au taux de paiement des receveurs des institutions d'assistance. Elle « édictait ensuite tout un système de traitements minimum et de barèmes d'augmentation pour les commis de carrière, » employés techniciens, agents de police » tant des administrations communales » que des institutions subordonnées à » celles-ci. Enfin elle fixait pour les ouvriers communaux des minima de » salaire.

» A côté de ces règles, relatives à la » rémunération, elle cherchait à garantir » les connaissances des candidats admissibles aux fonctions et complétait les » mesures de protection du personnel

» communal par l'octroi de pouvoirs et » de recours, la création d'une commission » d'avis et de conciliation et divers privilèges accordés aux agents ayant fait » preuve de dévouement pendant la » guerre. » (Rapport de M. Golenvaux, présenté à la Chambre des Représentants.)

La proposition Pécher, très vaste comme vous le constatez par ce bref résumé, n'a pas été admise dans son ensemble.

Les adversaires, se basant sur l'article 108 de la Constitution, qui attribue aux conseils communaux tout ce qui est d'intérêt communal, estimaient que l'adoption d'un tel projet de loi constituerait un nouvel empiétement sur la prérogative communale. En intervenant dans les actes du pouvoir communal, ils craignaient qu'on porterait à nouveau une atteinte à cette autonomie communale qui a contribué dans une si large mesure à la prospérité et au développement du pays et qui a assuré pendant la grande tourmente de 1914 les services publics en l'absence des autorités supérieures.

Au contraire, la majorité des partisans de la réforme désirait donner satisfaction aux revendications du personnel, mais était d'avis de ne pas imposer aux communes un barème complet pour tous les agents et, comme le disait l'Exposé des motifs du projet de M. Masson, « de ne pas toucher au pouvoir des communes, d'organiser leurs cadres comme elles l'entendent, de déterminer les conditions d'avancement et de rémunération attachées aux grades autres que le grade inférieur, d'arrêter les conditions d'admission ou de promotion aux divers emplois ».

Voulant concilier les deux thèses en présence, la Section centrale et ensuite le Gouvernement lui-même présenta un contre-projet qui assurait, aux agents communaux, par une intervention légale, un minimum de rémunération, indispensable et modifiait, en outre, leur statut en étendant les garanties prévues par la loi sur la stabilisation des emplois communaux.

Le projet adopté par la Chambre des Représentants garantit donc aux ouvriers et employés communaux un minimum de traitement. Mais les conseils communaux conservent toute liberté pour la fixation des barèmes, qui seront soumis à l'approbation des députations permanentes.

*
* *

Le projet, une fois voté par la Chambre, souleva parmi les intéressés des critiques assez sévères parce qu'il ne fixait qu'un minimum de traitement et ne leur accordait pas un barème de traitement maximum à atteindre au moyen d'augmentations régulières, tandis que les secrétaires, les commissaires et officiers de police, ainsi que les gardes champêtres restaient protégés par une loi spéciale leur assurant ces avantages. Les receveurs communaux de leur côté ne furent point satisfaits de la formule et firent des démarches pour que la nouvelle loi ne leur fut pas appliquée, mais qu'au contraire le statut actuel leur fut conservé.

L'ancien Ministre de l'Intérieur, le baron Rolin-Jacquemyns, estimant de son côté qu'il était nécessaire de coordonner les dispositions qui régissent les fonctions d'employés communaux, jugea utile d'instituer une commission spéciale. La mission de cette commission a été définie par le discours prononcé par M. Rolin-Jacquemyns lors de l'installation de celle-ci.

Nous en reproduisons un extrait :

« La question est délicate, en effet, parce qu'elle intéresse d'une part la situation matérielle de ces nombreux fonctionnaires, les secrétaires, les receveurs et les commissaires de police, qui occupent une place considérable dans la vie communale et dont le dévouement éclairé à la chose publique mérite tous nos hommages, parce qu'elle met d'autre part en cause la liberté d'action des communes au moment où les mandataires publics sont unanimes à reconnaître la nécessité d'en revenir aux prin-

cipes d'autonomie locale qui sont à la base de nos institutions.

» Il s'agit donc de concilier autant que possible les légitimes exigences du personnel communal, avec la prérogative que réclament à juste titre les autorités locales de rémunérer leurs agents suivant leurs mérites, leurs besoins et les possibilités financières de la commune.

» La première question qui se posera à votre attention sera donc celle de savoir dans quelles limites il est permis d'intervenir législativement en faveur du personnel communal, sans porter atteinte à l'autonomie des pouvoirs locaux.

» A ce point de vue, il semble bien qu'il ne soit pas possible de fixer un barème proprement dit pour chaque catégorie d'agents communaux et que l'action du législateur doive plutôt se borner aux intérêts vitaux du personnel.

» L'immixtion du Parlement dans cette question de la rémunération qui est essentiellement communale ne se justifie, en effet, que par cette considération que l'intérêt général s'oppose à ce que des autorités communales puissent, sous l'égide de leur autonomie, méconnaître le devoir primordial de l'employeur vis-à-vis de son personnel en ne donnant pas à leurs agents une rémunération adéquate à leurs services et aux nécessités de l'existence.

» La limitation de l'intervention du législateur aux intérêts vitaux des agents fait naître une autre question : si l'intervention du législateur doit s'arrêter aux intérêts vitaux de l'agent, ne faut-il pas faire une distinction, pour la réglementation, entre les agents qui font carrière au service de la commune, entre ceux qui puisent tous leurs moyens d'existence dans l'emploi qu'ils ont accepté et ceux qui n'ont accepté des fonctions communales qu'à titre accessoire, comme appoint à d'autres fonctions ou à une profession qui assurent leur existence ?

» Le projet de loi dont le Sénat est saisi, implique du reste la reconnaissance de ce principe en limitant sa portée aux seuls agents qui consacrent à leurs

fonctions communales au moins six heures par jour.

» Un autre point qui devra retenir toute l'attention de la Commission lorsqu'elle aura déterminé dans quelles limites il est permis d'intervenir sans porter atteinte à la liberté des communes, c'est la nécessité de maintenir entre les minima de traitement des différentes catégories d'agents une juste proportionnalité.

» Il importe en effet d'éviter que la surenchère ne s'établisse entre les fédérations pour obtenir en faveur de leurs affiliés des avantages supérieurs ou équivalents à ceux qui sont accordés à des agents qui occupent une place supérieure dans la hiérarchie administrative.

» Dans cet ordre d'idées, il me paraît que la catégorie d'agents, dont la Commission aura à s'occuper en premier lieu, est celle des secrétaires communaux. Il ne me paraît pas qu'il puisse être contesté, en effet, que le secrétaire communal est le premier fonctionnaire de la commune. Le minimum de traitement fixé pour le secrétaire communal doit donc servir d'étalon à la fixation des minima de traitement des autres agents.

» Il sera également très important pour la Commission de rechercher, pour la fixation de ces minima, une formule souple, pouvant s'adapter aux variations de la situation économique.

» Le système de l'indemnité mobile à côté du traitement fixe, qui a été admis pour le personnel de l'Etat, sollicitera sans doute l'attention de votre Commission. Mais eu égard au fait que l'indemnité mobile est en fonction des nécessités de l'existence, elle ne pourrait s'appliquer dans les mêmes conditions aux agents qui font carrière et à ceux qui remplissent accessoirement leurs fonctions communales, puisque pour ces derniers les variations de la situation économique n'affectent leurs conditions de vie que dans la proportion où le revenu accessoire, l'appoint intervient dans leur revenu professionnel.

» Diverses tendances se sont mani-

festées parmi les membres. Les uns se sont déclarés partisans de la liberté complète et entière pour les communes de fixer les traitements de leurs agents, suivant le rendement de ces derniers et les possibilités financières des localités, sans ingérence aucune du Parlement ou avec un minimum de contrôle; d'autres se sont déclarés adversaires résolus de ce système. »

Du rapport présenté par la Commission instituée par l'ancien ministre de l'Intérieur nous extrayons aussi les passages suivants :

« Après une délibération, la Commission a estimé que si, en principe, les communes étaient maîtresses de déterminer en toute liberté le taux de la rémunération de leurs fonctionnaires, il ne pouvait cependant être permis à ces dernières de puiser dans le principe de l'autonomie des prétextes pour échapper à leurs obligations morales. On peut affirmer, d'autre part, qu'il est d'intérêt public que les services communaux soient assurés d'une façon convenable et, à cet égard, l'intervention du Parlement dans le but de garantir une organisation normale des services, en prescrivant d'ailleurs aux fonctionnaires des rémunérations convenables, ne peut être interprétée comme une réelle atteinte à l'autonomie communale. »

* * *

Le rapport très complet présenté par l'honorable M. Golenvaux à la Chambre des représentants au nom de la Section centrale retrace d'une façon très claire et précise les principes directeurs du projet de loi. Nous nous dispenserons d'en examiner à nouveau toute l'économie et nous nous bornerons à passer en revue les divers articles en y insérant les observations présentées par la commission spéciale instituée par l'ancien Ministre de l'Intérieur.

L'article 1^{er} décide que les délibérations en matière de traitement seront prises

par les conseils communaux et les conseils d'administration des établissements subordonnés à la commune, mais soumis à l'approbation de la Députation permanente.

La Commission spéciale entend englober dans les mots « établissements subordonnés » les commissions d'assistance publique et les caisses de prêts.

Le chapitre I (comprenant les articles 2 à 5 inclus) concerne les receveurs communaux.

La Commission spéciale, à la suite de l'insistance des receveurs, demandant pour eux le maintien du statu quo, propose l'élimination du projet de toutes les dispositions qui les concernent.

Ces fonctionnaires sont, pour le moment, régis par la législation de 1911 qui leur octroie un minimum de traitement arrêté par les députations permanentes d'après un barème applicable à toute la province.

Au contraire, le projet de loi voté à la Chambre fixe pour tout le pays la rémunération minimum sous laquelle les administrations ne peuvent descendre. Elle est basée sur les recettes ordinaires du compte de 1913 et calculée d'après un pourcentage variant suivant l'importance de celles-ci. Les barèmes de traitements des receveurs seront révisés à partir du 1^{er} janvier 1926.

Ces articles prévoient également les interdictions pour les receveurs d'exercer un commerce ainsi que les recours et pourvois accordés à ces fonctionnaires.

Le chapitre II (art. 6 à 11 inclus), concerne tous les autres agents des communes et des administrations subordonnées autres que les receveurs.

L'article 6 donne la spécification des agents de carrière auxquels la présente loi s'applique; ce sont : les commis, agents et préposés de toutes catégories au service de communes ou des établissements relevant de la commune qui doivent consacrer à l'exercice de leurs fonctions six heures de travail par jour ouvrable. Il en résulte que les agents exerçant une fonction intermittente ou

accessoire, ainsi que les agents stagiaires et ceux à l'essai ne tombent pas sous l'application de la présente loi ; seuls les employés attachés d'une façon permanente et continue au service de la commune bénéficient des articles 7 et suivants de la loi.

Cet article 7 fixe les traitements minima auxquels les agents ci-dessus ont droit. Le taux de ce traitement varie d'après l'importance de la population des communes. Il est de 6,000 francs pour les communes dont la population est supérieure à 100,000 habitants; 5,800 francs pour les communes dont la population est de 50 à 100,000 habitants; 5,600 francs pour les communes de 25 à 50,000 habitants; 5,300 francs pour les communes de 25 à 10,000 habitants, et 5,000 francs pour les communes de moins de 10,000 habitants.

Au sein de la Commission spéciale, des membres ont estimé que les minima étaient dans certains cas trop élevés, d'autres qu'ils étaient trop bas; d'autres encore auraient voulu des traitements essentiellement variables en raison de la fluctuation de l'index number, et ont demandé d'insérer dans le projet le chiffre index correspondant aux minima renseignés.

Au sein de la Commission spéciale, il s'est présenté, d'autre part, des partisans de la répartition des communes en un plus grand nombre de classes que ne prévoit le projet Pécher; une proposition a été faite en vue de soustraire à l'application de la loi des communes de moins de 3,000 habitants; enfin un membre a exprimé le désir que le nombre de catégories des grandes communes fut réduit tandis que celui des petites communes aurait augmenté d'une unité.

Afin de ne pas retarder davantage une solution il a été convenu de ne pas proposer de modification aux catégories des communes et d'appeler l'attention de M. le Ministre sur le fait que les chiffres de traitement tels qu'ils figurent dans le projet de loi, ne répondent plus à la situation économique actuelle, qu'ils

ont été arrêtés à l'époque où l'index marquait 380 et que ce chiffre devrait être considéré comme point de départ pour l'allocation de l'indemnité de vie chère dont l'octroi est prévu par l'article 9

D'autres membres eussent encore voulu que la loi se borna à imposer l'obligation aux communes d'établir des barèmes et de les soumettre pour approbation aux députations permanentes. Somme toute, ces collègues auraient été juges de la situation dans leur ressort respectif. Mais par crainte de solutions trop différentes de province à province la Commission spéciale ne s'est pas ralliée à ces idées.

L'article 8 prévoit que les avantages en nature entreront en ligne de compte pour la fixation des traitements minima, tandis que l'article 9 permet, si la situation économique l'exige, de compléter les minima de traitements par une indemnité mobile ou par une indemnité de vie chère. La Commission spéciale a fait les remarques suivantes : Il a été entendu que les députations permanentes ne pourraient sans motifs graves, se cantonner dans une abstention dès que le chiffre index de 380 serait dépassé.

La question s'est posée de savoir si en cas de résistance systématique de la députation permanente, le Gouvernement aurait pu lui-même obliger les communes à octroyer à leurs agents des indemnités de vie chère, et s'il n'aurait pas fallu prévoir une disposition spéciale. La Commission spéciale a estimé qu'une déclaration ministérielle rappelant les pouvoirs du Gouvernement en matière d'inscription d'office aux budgets communaux des dépenses obligatoires, serait de nature à enlever tout doute à cet égard. L'intervention gouvernementale s'exercerait donc d'après les règles du droit commun.

L'article 10 prévoit que la députation permanente veille à ce qu'un barème de traitement comporte des augmentations en rapport avec les diplômes, la

nature des fonctions et des années de service, etc.

L'article 11 détermine les interdictions d'exercer le commerce, d'accepter des commissions de garde pour des particuliers. Cet article prévoit aussi les peines en cas d'infraction ainsi que les recours ouverts aux agents communaux.

Le chapitre III concerne les ouvriers communaux. En son article 12 il fixe les salaires minima des ouvriers non qualifiés faisant effectivement et exclusivement partie du personnel; ces minima sont 5,000, 4,800, 4,600, 4,300 et 4,000 fr. établis suivant l'importance de la population des communes comme à l'article 6.

Les augmentations seront, comme pour les employés, fixées par les conseils communaux et soumises à l'approbation de la députation permanente.

Dans la première proposition Masson, les ouvriers communaux étaient exclus. Celle de Pecher préconisait un minima pour les ouvriers communaux nommés à titre définitif. La loi admet une solution moyenne en appliquant le minima des salaires aux ouvriers non qualifiés c'est-à-dire au taux initial pour les journaliers, s'ils n'exercent pas un métier spécialisé au profit de la commune. Pour les ouvriers qualifiés les conditions de rémunération de travail s'établiront d'elles-mêmes selon les taux normaux payés dans la région.

L'apprenti n'est pas un ouvrier au sens de la loi, il ne peut réclamer le minimum prévu aux articles ci-dessus.

Le chapitre IV (articles 13 à 19 inclus) concerne les dispositions générales.

L'article 13 donne aux administrations le droit de refuser aux fonctionnaires, employés et ouvriers les augmentations prévues dans le règlement, mais accorde à ces derniers le droit d'être entendu de faire présenter leur défense par une personne de leur choix et d'adresser un recours à la députation permanente.

L'article 14 prévoit que les traitements sont payables au moins une fois par mois.

Quant aux salaires, les stipulations de l'article 19 de la loi sur le contrat du travail règle les obligations et les droits de l'employeur et du travailleur.

L'article 15 prévoit pour les communes faisant partie d'une agglomération que le Gouvernement pourra les classer dans la catégorie la mieux appropriée à leur situation, les administrations intéressées ayant été consultées à ce sujet.

L'article 16 indique le point de départ de la revision des traitements, conséquence de la loi. Celle-ci a été fixée au 1^{er} janvier 1925.

A l'article 17 figurent les conditions d'après lesquelles les intéressés pourront se pourvoir, auprès de la députation permanente et auprès du Roi, contre toute décision prise par les conseils communaux.

L'article 18 crée dans chaque province une commission d'avis et de conciliation, la mission de cette commission est déterminée par le dit article. Tous les recours et les réclamations doivent lui être remises pour avis.

La Commission spéciale a fait à ce sujet les observations suivantes : un membre fait remarquer que ces institutions sont inutiles si pas nuisibles, parce que inspirant une minime confiance aux membres du personnel en raison de leur composition. D'autre part, siégeant aux chefs-lieux des provinces, elles seraient d'un accès difficile à certains employés qui renonceraient dès lors à recourir à leur intervention. Il eut mieux valu créer des organismes locaux où les agents auraient eu une meilleure représentation. Ces craintes n'ont pas été partagées par la Commission qui pense, au contraire, que ces organismes ont un grand rôle à jouer et que leur composition assure aux employés de réelles garanties.

En conclusion, la Commission spéciale estime devoir suggérer à M. le Premier Ministre de demander au Sénat le vote de la proposition de la loi Pécher. Elle se permet d'appeler l'attention toute spéciale sur les commentaires qui

ont été formulés lors de l'examen des articles 1, 6, 7 et 9 qui sont de nature à éclairer la portée des dispositions du projet et elle prie M. le Premier Ministre d'examiner la possibilité de faire à ce sujet une déclaration au Sénat.

* * *

Comme vous le remarquez, le projet de loi est surtout d'ordre financier par le fait d'imposer aux communes un traitement minimum pour leurs agents et ouvriers.

Les minima ne sont pas élevés ; dans les villes et les grandes communes le taux des traitements actuellement payés sont sensiblement supérieurs à ceux inscrits dans la loi. Mais, il n'en est pas de même dans de nombreuses communes rurales auxquelles la loi imposera des charges importantes. Toutefois, il y a lieu de remarquer que la loi ne joue que lorsque le fonctionnaire ou préposé fournit à la commune au moins six heures de prestation par jour ouvrable. Dès lors, dans les petites communes, où les agents ne consacrent que quelques heures par semaine au service de celle-ci, la loi ne doit pas être observée et les administrations communales restent libres de fixer le taux de la rémunération de leurs serviteurs comme par le passé.

La formule est donc : à un travail normalement exécuté correspondra, pour l'agent communal, quel que soit l'endroit où il exerce sa fonction, une rémunération minimum.

Au point de vue administratif, la loi apporte une modification profonde au statut des fonctionnaires communaux. Pour les garantir contre tout arbitraire, il leur est ouvert un recours contre toute décision de l'autorité dont ils dépendent. Le projet gouvernemental va même plus loin que le projet initial Pecher, en créant des commissions paritaires de conciliation par province.

AMENDEMENTS :

1^o *Supprimer* les articles 2, 3, 4, 5 (soit tout le chapitre 1^{er}) relatifs aux receveurs.

La Commission se rallie aux conclusions de la Commission spéciale instituée par l'ancien Ministre de l'Intérieur, qui propose de soustraire à la loi les receveurs communaux qui conserveraient le statut qui les régit actuellement. Les receveurs sont des agents dont les fonctions sont aussi importantes que celles exercées par les secrétaires communaux, les commissaires de police et les gardes champêtres. Leur prestige, leur responsabilité sont aussi grands que ceux de ces fonctionnaires, dès lors il est équitable de les soumettre à une loi spéciale tout comme ces derniers.

2^o *Modifier comme suit l'article 16 :*
Remplacer la date du 1^{er} janvier 1925 par 1^{er} janvier 1927.

La Chambre a voté en mars 1925 la

proposition de loi. Escomptant un vote à brève échéance de celle-ci par le Sénat, la Chambre pouvait admettre la date du 1^{er} janvier 1925, car la rétroactivité n'aurait alors porté que sur trois mois. Les budgets communaux de 1925 n'étant pas encore dressés ni approuvés dans la plupart des communes, la mise en application de cette disposition ne pouvait guère compromettre l'économie des budgets.

Aujourd'hui il n'en est plus de même; plus de deux ans se sont écoulés, le redressement des traitements causerait dans le budget communal de 1927 des charges par trop considérables. Ne perdons pas de vue que les conseils communaux ont été renouvelés. Les nouvelles administrations devraient inscrire des dépenses qui auraient dû être légitimement supportées par les anciens conseils communaux.

La majorité de la Commission a admis le principe de la loi, a approuvé le rapport ainsi que les amendements proposés.

Le Rapporteur,
V. CARPENTIER.

Le Président,
PAUL BERRYER.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 17 FEBRUARI 1927

Verslag uit naam der Commissie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp betreffende de ontvangers, beroepsklerken, technische bedienden, politieagenten en in 't algemeen al de aangestelden der gemeenten en der daarvan afhingende besturen.

(Zie de n^{rs} 259 (zitting 1921-1922); 434 (zitting 1923-1924); 18, 22, 44, 66, 205 (zitting 1924-1925) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 4 December 1924 en van 5 Maart 1925; n^o 108 (zitting 1924-1925) van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren BERRYER, voorzitter; COOLS, LEKEU, LIGY, MAHIEU, MARTENS, MOUSTY, VERHEYDEN en CARPENTIER, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het U voorgelegde wetsontwerp werd op 5 Maart 1925 in de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen met 146 stemmen en 3 onthoudingen. Zoo de Senaat hierover niet vroeger had uitspraak te doen, dan is het omdat baron Rolin-Jaequemyns, gewezen minister van Binnenlandsche Zaken, eene commissie had aangesteld, belast met de studie van het statuut der gemeentebedienden, ten einde de Regeering in te lichten over de meningsverschillen die onder de belanghebbenden tot uiting waren gekomen. Deze Commissie werd aangesteld bij Koninklijk besluit van 10 Februari 1926.

Artikel 1 van dit besluit behelsde :

« Er is een Commissie tot stand gebracht bestaande uit tien gewone en vijf raadgevende leden, ter bestudeering van de vraagstukken omtrent den rechtstoestand der gemeenteambtenaren, beambten en bedienden en inzon-

derheid omtrent de bepaling van de minima-wedden der belanghebbenden . »

Uwe Commissie heeft het nuttig geoordeeld den uitslag der werkzaamheden van bedoelde Commissie af te wachten, vooraleer over het wetsvoorstel uitspraak te doen. In Juni jl., werd het verslag dezer bijzondere Commissie overgemaakt aan den heer Jaspar, minister van Binnenlandsche Zaken. Deze laatste, in beslag genomen door de werkzaamheden van het muntherstel, heeft het ons in den loop der laatste zitting niet kunnen mededeelen.

* *

Het wetsontwerp heeft ten doel, voor al wie als bediende, werkman of aangestelde van alleslag werkelijk of uitsluitend aan degemeentebesturen gehecht is, een minimum van bezoldiging vast te stellen dat noodig is om in de behoeften van een deftig en eerlijk bestaan te voorzien. Bovendien geeft zij aan deze ambtenaren nieuwe waarborgen wat hun rechtstoestand betreft, inzonderheid

met de verruiming van sommige beginselen, vastgelegd in de wet van 1903, waarbij de vastheid der gemeentebediening wordt verzekerd.

Het U voorgelegde vraagstuk is vooral van financieelen aard ; de administratieve zijde beoogt enkel beschermingsmaatregelen, waarbij de aangestelden der gemeenten worden gevrijwaard tegen de willekeur der besturen, waarvan zij afhangen.

Het ontwerp werd eene eerste maal ingediend in Januari 1921 door den heer volksvertegenwoordiger Masson, daarna terug ingediend op 24 Mei 1922 door den heer Pecher en medeondertee-kend door leden van al de politieke groepeeringsen. Het ontwerp Pecher werd gewijzigd door de Middenafdeeling der Kamer in 1924; ten slotte diende de Regeering in Maart 1925 een nieuw ontwerp in, dat door de Kamer werd goedgekeurd.

Het voorstel Pecher, dat in zijn groote trekken de herhaling was van het voorstel Masson : « wilde de gemeenten vaste » regelen voorschrijven waarbij hare » rechten werden beperkt in zake vast- » stelling der wedde voor al de leden » van het gemeentepersoneel.

» Het wijzigde eerst de bestaande » wetgeving in zake de bezoldiging der » gemeenteontvangers. Het stelde rege- » len voor betreffende het bedrag der » betaling van de ontvangers der onder- » standsinrichtingen. Daarna gaf het » heel een stelsel van minima-wedden » en van verhoogingsbarema's voor de » beroepsklerken, de technische bedien- » den, de politieagenten zoo van de ge- » meentebesturen als van de daarvan » afhangelende instellingen. Eindelijk be- » paalde het minima-loonen voor de » gemeentewerklieden.

» Naast deze regelen betreffende de » bezoldiging, trachtte het waarborgen » te vinden voor de kennis van de can- » didaten aanneembaar voor de betrek- » kingen, en vulde maatregelen tot be- » scherming van het gemeentepersoneel » aan door toekenning van voorziening

» en verhaal, het instellen van eene » commissie van advies en verzoening, » en andere voorrechten verleend aan » de bedienden die bewijs hebben gele- » verd van toewijding gedurende den » oorlog. » (Verslag van den heer Golen-vaux, uitgebracht in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.)

Het voorstel Pécher, dat zeer ruim is zooals uit dit kort overzicht blijkt, werd in zijn geheel niet aangenomen.

De tegenstanders, steunende op artikel 108 der Grondwet, waarbij de gemeenteraden bevoegd worden verklaard voor alle gemeentelijke aangelegenheden, oordeelden dat het goedkeuren van een dergelijk wetsontwerp andermaal inbreuk zou maken op het voorrecht der gemeenten. Met in de daden der gemeenteverhouding tusschenbeide te komen, vreesden zij dat men een nieuwen slag zou toebrengen aan deze zelfstandigheid der gemeenten, die in zoo ruime mate heeft bijgedragen tot den voorspoed en de ontwikkeling van het land, en die tijdens den wereldoorlog van 1914, de openbare diensten heeft verzekerd in afwezigheid der hoogere overheid.

Daarentegen wenschte de meerderheid der partijgangers van de hervorming voldoening te schenken aan de eischen van het personeel, doch zij was de meening toegedaan dat men aan de gemeenten geen volledigen loonrooster voor al de bedienden mocht opdringen, en zooals in de toelichting van het voorstel Masson werd gezegd « dat men aan het gezag der gemeenten niet mocht raken, dat men ze moest vrij laten haar kader in te richten zooals zij het verlangen; de bevorderingsvereischen vast te stellen, evenals de bezoldiging, welke aan de hoogere graden verbonden is; de vereischen tot toelating tot de verschillende betrekkingen te bepalen. »

Willende de twee tegenover elkander staande stellingen overeenbrengen, heeft de middenafdeeling en nadien de Regeering zelf een tegenontwerp ingediend, waarbij aan de gemeentebedienden door de wet eene onontbeerlijke minimumbe-

zoldiging wordt verzekerd, en daarenboven hun statuut wordt gewijzigd met de bij de wet op de vastheid der gemeentebedieningen voorziene waarborgen te verruimen.

Het door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen ontwerp waarborgt dus aan de gemeentelijke bedienden en werklieden een minimumwedde. De gemeenten behouden evenwel alle vrijheid om de loonschalen vast te stellen, die aan de goedkeuring van de bestendige deputaties zullen voorgelegd worden.

* *

Het ontwerp, eens door de Kamer aangenomen, lokte bij de belanghebbenden ernstige critiek uit omdat het slechts een minimumwedde bepaalde en hun geen regeling toekende van een maximumwedde met regelmatige verhoogingen, terwijl de secretarissen, politiecommissarissen en -officiëren, alsook de veldwachters, door een bijzondere wet die hun voormelde voordeelen vrijwaart, beschermd bleven. De gemeenteontvangers van hun kant waren niet voldaan over de formule en deden stappen om de nieuwe wet op hen niet toepasselijk te maken en integendeel hun huidig statuut te behouden.

De vroegere minister van Binnenlandsche Zaken, baron Rolin-Jaquemyns, oordeelde van zijn kant dat het noodig was de voorschriften die de ambten der gemeentebedienden regelen samen te ordenen en achtte het nuttig een bijzondere commissie in te stellen. De opdracht van deze Commissie werd omschreven in de redevoering door den heer Rolin-Jaquemyns bij hare inrichting uitgesproken.

Wij nemen er een uittreksel van over :

« Het vraagpunt is inderdaad kiesch eenerzijds omdat het den stoffelijken toestand aanraakt van deze talrijke ambtenaren, de secretarissen, de ontvangers en de politiecommissarissen, die een voorname plaats bekleeden in het gemeentelijk bestaan en wier verlichte

toewijding aan het openbaar belang al onze hulde wegdraagt, anderzijds omdat zij de vrijheid van handeling der gemeenten aanraakt op het oogenblik dat de openbare mandatarissen eenparig de noodzakelijkheid erkennen weer te keeren tot de beginselen der plaatselijke zelfstandigheid die onze instellingen ten grondslag liggen.

« Het komt er dus op aan zooveel mogelijk de billijke eischen van het gemeentelijk personeel overeen te brengen met het voorrecht dat de plaatselijke overheden terecht invoeren om hun bedienden te bezoldigen volgens hun verdienste, hun nood en volgens het financieel vermogen van de gemeente.

» De eerste vraag die oprijst is dus te weten in hoeverre het toegelaten is wettelijk tusschen beide te komen ten gunste van het gemeentelijk personeel, zonder de zelfstandigheid der plaatselijke besturen te schenden.

» In dit opzicht schijnt het wel dat het niet mogelijk is een eigenlijk barema voor te schrijven voor elke categorie gemeentebedienden en dat de werking van den wetgever zich meer moet bepalen bij de levensbelangen van het personeel.

» De inmenging van het Parlement in deze bezoldigingskwestie, die uiteraard gemeentelijk is, wordt inderdaad slechts gewettigd door de beschouwing dat het algemeen belang er zich tegen verzet dat de gemeenteoverheid krachtens haar zelfstandigheid den hoofdplicht van den werkgever tegenover zijn personeel zou kunnen miskennen, met aan haar bedienden een loon te weigeren dat strookt met hun diensten en met de levensbehoeften.

» De beperking van de tusschenkomst van den wetgever tot de levensbelangen der bedienden doet een andere vraag rijzen : indien deze tusschenkomst zich moet beperken tot de levensbelangen van den bediende, moet er dan voor de regeling geen onderscheid gemaakt tusschen de bedienden die hun loopbaan maken in den dienst van de gemeente, dezen die al hun bestaansmiddelen put-

ten in de bediening die zij aanvaard hebben en dezen die een gemeenteamt slechts ten bijkomenden titel hebben aangenomen, als aanvulling van andere bedieningen of van een beroep die hun bestaan verzekeren ?

» Het ontwerp bij den Senaat ahangig gemaakt sluit trouwens dit beginsel in zich doordien het uitsluitend de bedienden, welke ten minste zes uren daags aan hun gemeentelijke bediening besteden, op het oog heeft.

» Een ander punt dat de aandacht van de Commissie zal moeten gaande maken wanneer zij de grenzen zal bepaald hebben binnen dewelke mag gehandeld worden zonder de vrijheid der gemeenten te schenden, ligt in de noodzakelijkheid tusschen de minima der wedden van de onderscheiden categorieën van bedienden een billijke verhouding te handhaven.

» Het is namelijk van belang te vermijden dat geen opdrijving ontsta tusschen de bonden om voor hun aangeslotenen gelijkwaardige voordeelen te verkrijgen als deze verleend aan bedienden die een hooger rang op de bestuurlijke ladder bekleeden, of nog betere voorwaarden.

» Op dit gebied meen ik dat de categorie bedienden waarmee de Commissie zich eerst moet bezig houden deze is der gemeentesecretarissen. Het komt me voor dat men inderdaad niet kan betwisten dat de gemeentesecretaris de eerste ambtenaar is van de gemeente. De minimumwedde vastgesteld voor den gemeentesecretaris moet dus als maatstaf dienen voor de bepaling der minimumwedden der overige bedienden.

» Voor de Commissie zal het insge lijks van belang zijn voor de vaststelling van deze minima een lenige formule te vinden die kan aangepast worden aan de wisselingen van den economischen toestand.

» Het stelsel van de veranderlijke vergoeding naast de vaste wedde, dat voor het Staatspersoneel werd aangenomen, zal wellicht de aandacht van de Commissie gaande maken. Doch aange-

zien de veranderlijke vergoeding in verhouding is met de levensbehoeften, kan zij niet in gelijke voorwaarden toegepast worden op de bedienden die hun loopbaan maken en op dezen die ten bijkomenden titel een gemeentelijke bediening uitoefenen, vermits voor deze laatsten de schommelingen van den economischen toestand hun bestaansmiddelen slechts treffen in zooverre hun bijkomende inkomsten als aanvulling van hun beroepsinkomsten tellen.

» Verschillendestrekkingen kwamen bij de leden tot uiting. Sommigen stonden de volle vrijheid voor van de gemeenten om de wedde harer bedienden te bepalen volgens hun nuttigen arbeid en de lokale financieele mogelijkheden, zonder eenige tusschenkomst van het Parlement of met een minimumtoezicht; anderen zijn besliste tegenstanders van dit stelsel. »

Uit het verslag van de Commissie ingesteld door den vroegeren minister van Binnenlandsche Zaken lichten wij nog het volgende :

« Na beraadslaging neemt de Commissie aan dat, indien de gemeenten in beginsel vrij waren de bezoldiging harer bedienden te bepalen, et toch nieth kon gedoogd worden dat zij uit het beginsel der zelfstandigheid voorwendsels zouden putten om aan haar zedelijke plichten te ontsnappen. Men mag bovendien bevestigen dat het openbaar belang er bij gediend is dat de gemeentediensten op behoorlijke wijze worden verzekerd; in dit opzicht kan de tusschenkomst van het Parlement om een normale inrichting van de diensten te verzekeren met aan de ambtenaren behoorlijke bezoldigingen voor te schrijven, niet als een echte inbreuk op de gemeentelijke zelfstandigheid beschouwd worden. »

* * *

Het zeer volledig verslag bij de Kamer ingediend door volksvertegenwoordiger Golenvaux, uit naam van de Middenafdeeling, omschrijft de leidende be-

ginselen van het ontwerp op zeer duidelijke wijze. Wij zullen dan ook gansch de economie ervan niet opnieuw onderzoeken en er ons bij beperken de verschillende artikelen na te gaan met er de opmerkingen bij te voegen ingebracht door de bijzondere Commissie door den vroegeren minister van Binnenlandsche Zaken ingesteld.

Het *eerste artikel* bepaalt dat de besluiten inzake wedden genomen door de gemeenteraden en de bestuurscolleges der van de gemeente afhangende inrichtingen dienen te worden goedgekeurd door de Bestendige Deputatie.

De bijzondere Commissie omvat onder de woorden « afhangende inrichtingen » de Commissiën van Openbaren Onderstand en de Banken van Leening.

Hoofdstuk I, dat de artikelen 2 tot en met 5 bevat, betreft de gemeenteontvangers.

Op herhaald aandringen vanwege de ontvangers, die voor zichzelf het behoud van het statu quo vroegen, stelt de Bijzondere Commissie voor al de bepalingen die hen betreffen uit het ontwerp te doen wegvallen.

Thans vallen deze ambtenaren onder de wet van 1911, die hun een maximumwedde toekent vastgesteld door de Bestendige Deputaties, volgens een rooster die voor de geheele provincie geldt.

Het ontwerp door van de Kamer aangenomen daarentegen bepaalt voor het geheele land de minimum-bezoldiging waaronder de besturen niet mogen gaan. Zij berust op de buitengewone ontvangsten der rekeningen over 1913 en wordt berekend volgens een procent dat schommelt met deze ontvangsten. De wedde-roosters der ontvangers zullen worden herzien vanaf 1 Januari 1926.

Deze artikelen voorzien eveneens het verbod voor de ontvangers handel te drijven, alsook hunne middelen van beroep.

Hoofdstuk II (art. 6 tot en met 11) betreft al de overige beampten der gemeenten en der daarvan afhangende besturen, de ontvangers terzijde gelaten.

Artikel 6 geeft de opsomming der beroepsbeampten die onder toepassing der wet vallen; het zijn: de klerken, beampten en aangestelden van alle slag, ten dienste der gemeenten, der van de gemeenten afhangende inrichtingen, die minstens zes uur per werkdag aan het uitoefenen van hun ambt moeten besteden. Daaruit volgt dat de beampten die geene doorlopende betrekking of een bijbetrekking vervullen, alsook de beampten op proeftijd en de stagisten niet onder toepassing dezer wet vallen; alleen de beampten, die op vaste en bestendige wijze in dienst der gemeente zijn, genieten de weldaad der artikelen 7 en volgende der wet.

Dit *artikel 7* bepaalt de minima-wedden waarop de hoogerbedoelde beampten aanspraak kunnen maken. Het bedrag dezer wedden schommelt met de bevolking der gemeenten: 6,000 frank voor de gemeenten met een bevolking van meer dan 100,000 inwoners; 5,800 frank voor de gemeenten met een bevolking van 50,000 tot 100,000 inwoners; 5,600 voor de gemeenten met een bevolking van 25,000 tot 50,000 inwoners en 5,000 frank voor de gemeenten met een bevolking van 10,000 inwoners en minder.

In den schoot der Bijzondere Commissie waren sommige leden van meening dat de minima in sommige gevallen te hoog waren, anderen achtten ze te laag, anderen nog hadden gewild dat de wedden zouden geschommeld hebben met het index-cijfer en vroegen dat in het ontwerp een index-cijfer zou worden gelascht overeenstemmend met de aangegeven minima.

In den schoot dezer Commissie waren sommige leden voorstanders van eene indeeling der gemeenten in een grooter aantal klassen dan het ontwerp Pécher voorziet; er werd een voorstel gedaan om de gemeenten met minder dan 3,000 inwoners aan de toepassing der wet te onttrekken; een lid uitte den wensch dat het aantal categorieën der groote gemeenten zou worden vermin-

derd terwijl dit der kleinere gemeenten met een eenheid zou worden verhoogd.

Om een oplossing niet langer tegen te houden, werd overeengekomen geen wijziging voor te stellen aan de categorieën gemeenten en de aandacht van den Minister te roepen op het feit dat de cijfers der wedden, zooals zij in het ontwerp voorkomen, niet meer overeenstemmen met den huidige economischen toestand, dat zij vastgesteld worden op een oogenblik dat het index 380 stond en dat dit cijfer zou moeten worden beschouwd als vertrekpunt voor de toekenning van den duurtebijslag voorzien bij artikel 9.

Andere leden zouden ook hebben gewild dat de wet enkel de verplichting aan de gemeenten zou opleggen roosters op te maken en die ter goedkeuring voor te leggen aan de Bestendige Deputaties. Op stuk van zaken zouden deze colleges in naar rechtsgebied meester van den toestand zijn geweest. Maar voor deze oplossing was de Bijzondere Commissie niet te vinden, uit vrees voor al te groot verschil tusschen de provinciën.

Artikel 8 voorziet dat de voordeelen in natura niet in rekening komen voor het vaststellen der minima-wedden, terwijl *artikel 9* toelaat, zoo de economische toestand het vergt, de minima-wedden aan te vullen met eene veranderlijke vergoeding of met een duurtebijslag. De Bijzondere Commissie deed de volgende overwegingen gelden: het wordt verstaan dat de bestendige deputaties zich niet, zonder wettige reden, mogen onthouden zoo het index-cijfer boven 380 stijgt.

De vraag werd gesteld te weten of, in geval van stelselmatig verzet van de Bestendige Deputatie, de Regeering de gemeenten zou kunnen verplichten aan hare beampten duurtebijslagen te betalen, en of men geen bijzondere bepaling had hoeven te voorzien. De Bijzondere Commissie was van meening dat eene ministerieele verklaring, waarbij de bevoegdheid van de Regeering op het stuk van inschrijving van rechts-

wege van verplichte uitgaven op de gemeentebegrotingen wordt in herinnering gebracht, elken twijfel dienaangaande zou opheffen. Het ingrijpen van de Regeering zou dus volgens regelen van gemeen recht geschieden.

Artikel 10 voorziet dat de Bestendige Deputatie er voor zorgt dat een weddenrooster een periodiek verhoogingsstelsel bedraagt in verband met de diploma's, den aard der betrekkingen en de dienstjaren, enz.

Artikel 11 verbiedt handel te drijven, een aanstelling als waker bij particulieren te aanvaarden. Dit artikel voorziet ook de straffen, in geval van inbreuk op deze verbodsbepalingen, alsook het verhaal dat de gemeentebeambten kunnen nemen.

Hoofdstuk III betreft de gemeentewerklieden. In artikel 12 worden de loonen bepaald van de niet geschoolde werklieden die werkelijk en uitsluitend deel uitmaken van het personeel; deze minima bedragen 5,000, 4,800, 4,600, 4,300 en 4,000 frank volgens de bevolking der gemeente evenals in artikel 6.

De verhoogingen worden, evenals voor de beampten, door de gemeenteraden vastgesteld en aan de goedkeuring der Bestendige Deputatie onderworpen.

Het eerste voorstel Masson sloot de gemeentewerklieden uit. Het voorstel Pécher stelde een minimum voor ten behoeve der vast aangestelde gemeentewerklieden. De wet voert eene middelmatige oplossing in met het minimumloon toe te passen op de niet geschoolde arbeiders, dat wil zeggen het aanvangloon voor de daglooners, zoo zij voor de gemeente geen gespecialiseerd beroep uitoefenen. Voor de geschoolde werklieden zal de bezoldiging vanzelf worden vastgesteld volgens het normale loon dat in de streek wordt uitbetaald.

De leerjongen is geen arbeider, naar luid der wet, en mag dus geen aanspraak maken op het bij de vorige artikelen voorziene minimum.

Artikel 13 geeft aan de besturen het recht aan de beampten en werklieden

de verhoogingen te weigeren door de verordeningen voorzien, doch geeft aan deze laatsten het recht te worden gehoord, hunne verdediging te laten voordragen door een persoon naar keuze en in beroep te komen bij de Bestendige Deputatie.

Artikel 14 voorziet dat de wedden ten minste eens per maand worden uitbetaald. Wat de loonen betreft regelen de bepalingen van artikel 19 der wet op de arbeidsovereenkomst de verplichtingen en rechten van werkgever en werknemer.

Artikel 15 voorziet, voor de gemeenten die deel uitmaken van eene agglomeratie, dat de Regeering haar kan indeelen in de voor haar toestand best geschikte categorie, nadat de betrokken besturen dienaangaande werden gehoord.

Artikel 16 geeft het vertrekpunt aan voor de herziening der wedden, als gevolg dezer wet, en wel 1 Januari 1925.

Artikel 17 behelst de voorwaarden in dewelke de belanghebbenden in beroep kunnen komen bij de Bestendige Deputatie en bij den Koning van elke beslissing door de gemeenteraden genomen.

Artikel 18 richt in elke provincie eene adviseerende en bemiddelende commissie in, waarvan de taak door bedoeld artikel wordt omschreven. Zij brengt advies uit over elk verhaal en elke klacht.

De Bijzondere Commissie wist het volgende hierop aan te merken : een lid deed gelden dat deze instellingen nutteloos zooniet schadelijk zijn, omdat zij weinig vertrouwen inboezemen aan de leden van het personeel, uit hoofde harer samenstelling. Bovendien vermits zij gevestigd zijn in de hoofdplaatsen der provinciën zouden zij bezwaarlijk toegankelijk zijn voor sommige beambten die derhalve er zouden van afzien in beroep te komen. Beter ware geweest plaatselijke organismen tot stand te brengen waarin de beambten beter zouden zijn vertegenwoordigd. Deze vrees werd niet gedeeld door de Commissie die van meening is dat deze organismen

een groote rol te spelen hebben en dat hunne samenstelling voor de beambten werkelijke waarborgen oplevert.

Bij wijze van besluit, meent de Bijzondere Commissie den Eerste-Minister te moeten aanzetten aan den Senaat te vragen dat hij het wetsvoorstel Pécher zou goedkeuren. Zij is zoo vrij bijzonder de aandacht te vestigen op het commentaar dat werd gegeven naar aanleiding van het onderzoek der artikelen 1, 6, 7 en 9, en dat van aard is de draagwijdte der bepalingen van het ontwerp toe te lichten. Zij verzoekt den Eerste-Minister na te gaan of het niet mogelijk ware desaangaande in den Senaat eene verklaring af te leggen.

* *

Zooals gij ziet is het wetsontwerp vooral van financieelen aard, daar het aan de gemeenten eene minimumwedde voor hare bedienden en werklieden oplegt.

De minimumwedden zijn niet zeer hoog; in de steden en groote gemeenten zijn de thans betaalde wedden merklijk hooger dan die bij de wet voorzien. Doch hetzelfde geldt niet voor talrijke landelijke gemeenten, aan dewelke de wet aanzienlijke lasten zal opleggen. Er dient evenwel opgemerkt dat de wet enkel wordt toegepast wanneer de ambtenaar of aangestelde, ten dienste der gemeente, ten minste zes uur per werkdag aan het uitoefenen van zijn werk besteedt. Derhalve in de kleine gemeenten, waar de bedienden slechts enkele uren per week aan den dienst der gemeente besteden, moet de wet niet worden nageleefd, en de gemeentebesturen blijven vrij, evenals in het verleden, het bedrag van de bezoldiging hunner dienaars te bepalen.

De formule is dus : met een normaal uitgevoerd werk stemt voor den gemeentebediende, waar hij ook zijn ambt uitoefene, eene minimumbezoldiging overeen.

Onder administratief opzicht brengt

de wet eene grondige wijziging in het statuut der gemeentelijke ambtenaren. Om ze tegen alle willekeur te vrijwaren, blijft er hun een beroep open tegen iedere beslissing der overheid, waarvan zij afhangen. Het regeeringsontwerp gaat zelfs verder dan het oorspronkelijk ontwerp Pécher, met in elke provincie

paritaire bemiddelingscommissies tot stand te brengen.

AMENDEMENTEN

De artikelen 2, 3, 4, 5, zegge het gehele hoofdstuk I, betreffende de ontvangers, te doen wegvallen.

De Commissie stemt in met de besluiten der Bijzondere Commissie, ingesteld door den gewezen Minister van Binnenlandsche Zaken, en waarbij wordt voorgesteld de gemeenteontvangers buiten de wet te laten en hun voorloopig hun huidig statuut te behouden. De ontvangers zijn bedienden, wier beroep even belangrijk is als dit der gemeentesecretarissen, politiekommissarissen en veldwachters. Hun gezag en hunne verantwoordelijkheid zijn even groot als die van bedoelde ambtenaren. Derhalve is het billijk ze, evenals deze laatsten, aan eene bijzondere wet te onderwerpen.

Artikel 16 te wijzigen als volgt :

Den datum van 1 Januari 1925 te vervangen door 1 Januari 1927.

De Kamer heeft het wetsontwerp in Maart 1925 goedgekeurd. Meenende dat de Senaat het eerlang zou bespreken, kon de Kamer den datum van 1 Januari 1925 aannemen, daar de terugwerkende kracht alsdan slechts drie maand zou bedragen hebben. Daar de gemeentebegroting voor 1925 alsdan in de meeste gemeenten nog niet opge maakt of goedgekeurd was, kon de toepassing dezer bepaling het evenwicht der begroting niet in gevaar brengen.

Thans is de toestand niet meer dezelfde. Meer dan twee jaren zijn verlopen; de verhooging der wedden zou al te zwaar drukken op de gemeentebegroting voor 1927. Wij mogen niet uit het oog verliezen dat de gemeenteraden hernieuwd werden. De nieuwe gemeentebesturen zouden uitgaven moeten dragen, die regelmatig dienden gedekt door de vroegere gemeenteraden.

De meerderheid der Commissie sluit zich aan bij het beginsel der wet, en keurt het verslag alsmede de amendementen goed.

De Verslaggever,
V. CARPENTIER.

De Voorzitter,
PAUL BERRYER.